



Rapport de l'évaluation des impacts du Covid 19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages, cas des Départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Diamaré et Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord, Cameroun

Secteurs : Relèvement Economique et Développement (ERD),

Localités : Mora, Mozogo, Maroua, Biamo, Bodo, Kousséri

Date de collecte des données : Du 24 Juin au 02 Juillet 2020

Contact Persons : Kouadio Drissa Akou, ERD Program Coordinator, KouadioDrissa.Akou@rescue.org

Husseyne Lekhweiter, Far North Senior Field Coordinator, Husseyne.Lekhweiter@rescue.org



Photo 1 : Domicile d'un ménage enquêté, Mozogo, 24 Juin 2020

TABLE DES MATIERES

I.	Résumé	4
I.	Introduction	5
II.	Objectifs de l'évaluation et contexte.....	6
1.	Objectif global.....	6
2.	Objectifs spécifiques.....	6
3.	Présentation du contexte	Error! Bookmark not defined.
III.	Méthodologie	7
1.	Chronologie de l'évaluation.....	7
2.	Raison du choix des localités	7
3.	Choix de la cible de l'évaluation	8
4.	Collecte des données primaires.....	8
a)	Sélection des informateurs clés.....	8
b)	Enquête ménage et échantillonnage.....	8
c)	Ménages cibles	8
d)	Collecte et traitement des données	9
IV.	Contraintes et difficultés rencontrées pendant la phase de collecte des données	9
V.	Limites.....	9
VI.	Considérations éthiques	9
VII.	Résultats	10
1.	Les informations générales.....	10
2.	La composition des ménages.....	10
5.	La connaissance du Covid 19 par les communautés cibles et les mesures barrières adoptées.....	13
6.	La capacité des ménages à subvenir à leurs besoins essentiels et les principaux obstacles à cette satisfaction .	13
7.	Les impacts du Covid 19 sur la satisfaction des besoins fondamentaux	15
8.	Les principales sources de revenu des ménages et les effets du Covid 19 sur la capacité des ménages à générer des revenus.....	16
9.	Les dettes contractées par les ménages, les raisons de ces dettes et le lien avec le Covid de ces dettes	18
10.	La situation alimentaire des ménages et les principales sources de revenu	19
11.	L'utilisation des stratégies d'adaptation négatives par les ménages.....	20
VIII.	CONCLUSION	23
IX.	RECOMMANDATIONS.....	24

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Statut des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020	10
Figure 2 : Niveau d'instruction du répondant, IRC, Juin-Juillet 2020	10
Figure 3 : Pratiques des mesures d'hygiène par les ménages, IRC, Juin-Juillet 2020	13
Figure 4 : Capacité des ménages à répondre à leurs besoins fondamentaux, IRC, Juin-Juillet 2020	14
Figure 5 : Principaux obstacles à la satisfaction des besoins de base par les ménages, IRC, Juin-Juillet 2020	15
Figure 6 : Manière dont la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins de base a été affecté, IRC, Juin-Juillet 2020	15
Figure 7 : Proportion des ménages ayant vu leur capacité à satisfaire leurs besoins de base affectée, IRC, Juin-Juillet 2020	15
Figure 8 : Sources de revenu des ménages, IRC, Juin-Juillet 2020	17
Figure 9 : Comparaison entre le revenu moyen actuel des ménages et le revenu avant la crise, IRC, Juin-Juillet 2020..	18
Figure 10 : Raisons pour lesquelles la capacité des ménages à générer du revenu s'est détériorée, IRC, Juin-Juillet 2020	Error! Bookmark not defined.
Figure 11: Montants moyens des dettes contractées par les ménages au cours des 30 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020	18
Figure 12 : Principales raisons des dettes contractées par les ménages au cours des 30 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020	19
Figure 13 : Consommation moyenne des aliments par les ménages durant les 7 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020 .	19
Figure 14 : Score de consommation alimentaire des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020	20
Figure 15 : Catégorie de score de diversité alimentaire des ménages, IRC, Juin-Juillet 2020	20
Figure 16 : Utilisation moyenne des stratégies d'adaptation alimentaire, IRC, Juin-Juillet 2020	21
Figure 17: Catégorie des rCSI moyen des ménages enquêtés, IRC Juin-Juillet 2020	21
Figure 18: Catégorie LCSi moyen des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020	22
Figure 19 : Utilisation moyenne des stratégies d'adaptation liées aux moyens de subsistance, IRC, Juin-Juillet 2020 ...	23

I. Résumé

Le présent rapport ressort les résultats obtenus lors de l'évaluation des impacts de la pandémie du Covid-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages de l'Extrême-Nord.

Ce rapport donne un aperçu des effets de cette pandémie sur les besoins humanitaires des ménages dans six localités réparties sur quatre départements de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, à savoir le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga, le Diamaré et le Logone et Chari. Cette évaluation a été menée d'une part auprès de 337 ménages dont 153 dans le Logone et Chari, 80 dans le Mayo Sava, 50 dans le Mayo Tsanaga et 54 dans le Diamaré, et d'autre part auprès des Informateurs clés des différentes localités cibles de l'évaluation principalement les autorités administratives et locales (Sous-Préfets, maires, Chefs de quartiers, etc), les sectoriels (Agents des Ministères de la Santé, de l'Agriculture, de l'Elevage, du Commerce, etc), les leaders religieux et communautaires, entre le 24 Juin et le 02 Juillet 2020.

L'objectif de cette évaluation était de mesurer les impacts de cette crise sanitaire sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages et de relever les adaptations prises par ces ménages pour faire face à cette pandémie inédite.

A l'issue de cette évaluation il ressort les principaux résultats suivants :

- 97,6% des ménages interrogés ont indiqué avoir connaissance de la maladie à coronavirus (Covid-19) et au moins 43% (soit 40% pour les femmes et 48% pour les hommes, et 62% pour les Réfugiés et seulement 33% chez les IDPs) déclarent pratiquer les mesures d'hygiène et de distanciation édictées par le gouvernement
- Cette crise sanitaire a lourdement affecté la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels, notamment seuls 9% des ménages indiquent être en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et pour 80,4% des ménages interrogés, le Covid-19 a affecté leur capacité à répondre à leurs besoins fondamentaux
- Pour 82,2% des ménages interrogés, le Covid-19 a affecté la capacité de leur ménage à générer des revenus et les principales causes sont la diminution des opportunités d'emploi, le retard dans les activités agricoles et la baisse des ventes
- En moyenne, à cause de cette pandémie et des mesures barrières adoptées, les ménages ont vu leur revenu chuter de moitié, passant ainsi de 50608 XAF à 25815 XAF
- 79,2% des ménages interrogés ont indiqué avoir contracté une dette pour compenser la baisse de revenu et les principales de ces dettes sont les besoins de subsistance et les coûts des soins médicaux
- Seuls 13,1% des ménages interrogés ont un score de diversité alimentaire acceptable donc ayant consommé au moins 6 groupes d'aliments les dernières 24 heures ayant précédé l'enquête et 21% ont un score de consommation alimentaire pauvre
- 23.1% des ménages ont un rCSI (indice de stratégie d'adaptation réduit) classé « Urgent », 24.0% sont en « Crise » et seuls 30.3% sont en « Food secure » c'est-à-dire n'ayant fait recours à aucune stratégie d'adaptation négative durant les 7 jours ayant précédé l'enquête
- 39.8% des ménages ont un LCSi (indice de stratégie d'adaptation aux moyens d'existence) classé « Urgent », c'est-à-dire qu'au cours des 30 derniers jours ayant précédé l'enquête, ces ménages ont au moins une fois vendu leur maison ou leur champ, mendié ou vendu leur dernier animal femelle pour survivre ou avoir du revenu ; 14.5% sont en situation LCSi de « Crise », 33.8% sont en « Stress » et seuls 11.9% sont en « No coping strategy used » au cours des 30 dernier ayant précédé l'enquête.

I. Introduction

Depuis plusieurs années, le Cameroun est confronté à une triple crise affectant le bassin du Lac Tchad (région Extrême-Nord, « EN »), le Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et l'Est du pays. Le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) 2020, recense 1,1 millions de personnes estimées en situation d'insécurité alimentaire aigue sévère ; et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les trois années successives de crise et la persistance des cas de violence ont engendré le déplacement de 450 270 personnes et continuent de détériorer l'accès des ménages aux champs, laissant la population davantage dépendante de l'aide humanitaire. De plus, les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord demeurent touchées par la crise des réfugiés centrafricains, qui accentue les vulnérabilités des communautés d'accueil et aggrave les niveaux d'insécurité alimentaire et de la malnutrition.¹ La région de l'EN est marquée quant à elle par des attaques perpétrées par des groupes armés (dont Boko Haram), des opérations militaires, des vols et destructions de biens et de propriétés, des inondations qui engendrent la perte de récoltes et perturbent les moyens d'existence des ménages vulnérables et des violations graves des droits humains causant des déplacements de populations forcés. Des facteurs structurels et les vulnérabilités chroniques détériorent encore la capacité de résilience des populations. L'EN comptabilise 321 886 Personnes Déplacées Internes, 123 489 retournés et 48 769 réfugiés hors camps, soit 96 498 Déplacés dans le département du Mayo Tsanaga, 144 298 dans le Mayo Sava et 121 887 PDI dans le Logone Chari². La majorité des personnes dans le besoin dans l'EN sont mineurs (58%), et 51% sont des femmes et des filles³. Les attaques récurrentes et les déplacements forcés dans les villages frontaliers accentuent les besoins de base, de protection et de prise en charge des plus vulnérables (femmes/filles). Ces besoins sont peu couverts du fait du faible nombre d'acteurs humanitaires⁴. La région se caractérise par une pauvreté endémique : 74% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté avant la crise humanitaire de l'Extrême Nord⁵. La fermeture des frontières (Nigéria, Tchad), destruction des infrastructures et perte d'intrants, et déplacements forcés, inondations cumulées avec la désertification, ont dévasté l'économie locale. Avant la crise, l'économie reposait majoritairement sur l'agriculture, l'élevage et la pêche ; la production agricole locale est estimée d'avoir diminuée de deux tiers depuis 2014⁶.

Depuis le mois de décembre 2019, le monde entier fait face au COVID – 19 qui en quelques mois s'est propagé dans tous les pays du monde. Le Cameroun a détecté son premier cas le 5 mars 2020, et a déjà dépassé la barre de 12,000 cas confirmés selon les sources officielles. Cette situation a obligé le gouvernement à prendre des mesures. Conformément à son plan d'action stratégique, les activités de l'IRC Cameroun contribuent au bien-être économique et à la sécurité des populations touchées par la crise, de sorte que les besoins fondamentaux des personnes soient satisfaits, les stratégies de survie négatives soient évitées, et que les personnes soient en sécurité au sein de leurs communautés et soutenues lorsqu'elles subissent des préjudices. La situation sanitaire dominée par COVID –19, caractérisée par la fermeture des frontières, la limitation des mouvements des personnes et les autres mesures de barrière ont certainement eu des impacts sérieux sur la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'existence des populations vivant déjà dans la précarité. Pour déterminer l'ampleur des impacts de cette pandémie dans certaines

¹ FAO, Cameroun, Plan de réponse humanitaire, 2020 <http://www.fao.org/3/ca7698fr/CA7698FR.pdf>

² OIM, Round #21,25 Mai – 10 Juin 2020 ; UNHCR, Cameroun Extrême-Nord : Statistiques des Réfugiés et PDI.

³ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires, 2019

⁴ IRC, Evaluation multi-sectorielle des sites Goura, Afade, Fotokol, Mblame, Bodo et Mandine (Logone et Chari), février 2019, et IRC, « Assistance multi-sectorielle aux personnes vulnérables du Logone et Chari dans l'Extrême Nord du Cameroun affectées par le conflit de Boko Haram », septembre 2019

⁵ Institut National de la Statistique, Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014

⁶ International Crisis Group, Extrême Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, octobre 2017

localités des départements du Logone et Chari, Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Diamaré, IRC a réalisé une évaluation des impacts de COVID19 sur la sécurité alimentaire ainsi que les moyens d'existences des ménages, cette évaluation étant réalisée en complémentarité des évaluations déjà faites à cette date par le PNUD, l'Institut National de la Statistique et Solidarité Internationale sur les « effets socioéconomiques du coronavirus sur les ménages »..

Une récente étude conjointe des Nations unies et du gouvernement a révélé que les mesures de restriction de COVID-19 au Cameroun ont eu un impact sur les entreprises, 90 % des chefs d'entreprise déclarant avoir subi les effets négatifs de COVID-19, dont 95,5 % ont fait état d'une baisse de leurs bénéfices. Au niveau des ménages, 74 % des personnes interrogées ont fait état d'une diminution de leurs activités économiques et de leurs moyens de subsistance, tandis que 65 % ont fait état d'une diminution de leurs revenus. Cette baisse des revenus s'est accompagnée d'une augmentation des prix des aliments de base en raison des perturbations commerciales dues aux contrôles aux frontières et aux restrictions de mouvement imposées pour contenir la propagation de COVID-19. Tout ceci n'a pas été sans impact sur la sécurité alimentaires et les moyens d'existence des populations concernées

II. Objectifs de l'évaluation et contexte

1. Objectif global

L'objectif général de cette évaluation était de collecter des informations permettant de ressortir l'impact de COVID 19 sur la sécurité alimentaire et moyens d'existence afin d'élaborer une proposition cohérente d'une intervention dans les départements concernés dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Les évaluations envisagées ici sont des évaluations des conséquences dont le but global est de fournir les informations de base sur la situation de sécurité alimentaire et des moyens d'existence des zones ciblées.

2. Objectifs spécifiques

Nous avons ici un double objectif :

- Mesurer l'impact de COVID 19 sur le niveau de sécurité alimentaire des populations cibles des départements de Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari et proposer des recommandations en termes d'assistance aux ménages les plus touchés par la combinaison de la crise humanitaire et sanitaire
- Mesurer l'impact global de la crise sanitaire sur les activités de subsistance de la communauté et examiner les réponses possibles ;

Plus précisément, il s'agira de :

- Évaluer la disponibilité, l'accessibilité, l'utilité et la stabilité de la nourriture dans les ménages et au niveau communautaire.

- Déterminer comment COVID 19 a affecté les moyens d’existence et les sources de revenus des ménages ;

III. Méthodologie

1. Chronologie de l’évaluation

En prélude à cette évaluation des besoins, de nombreuses activités ont été menées en amont suivant le planning suivant :

Tableau 1 : Planning des activités

No	Activité	Période
1	Préparation et validation des outils	Du 19 au 22 Juin 2020
2	Formation des enquêteurs	Les 23 et 24 Juin 2020
3	Collecte des données ménages et Informateurs clés	Du 24 Juin au 02 Juillet 2020
4	Analyse des données	Du 03 au 07 Juillet 2020
5	Rédaction du rapport	Du 07 au 22 Juillet 2020

Comme le montre le calendrier ci-dessus, la méthodologie mise en œuvre dans l’élaboration de ce document a débuté par l’élaboration et la validation des termes de références, la conception et la validation des outils de collectes. Comme outils de collecte de données, les fiches d’enquête ménage administré aux ménages de Mozogo dans le Département du Mayo Tsanaga, Mora dans le Département du Mayo Sava, Maroua dans le Diamaré et dans le Logone et Chari dans les localités de Biamo, Bodo et Kousséri. Le deuxième outil utilisé dans le cadre de cette évaluation est le Guide d’informateurs clé. Elles nous ont aidées dans l’entretien avec toutes les personnes clés rencontrées dans le cadre de cette enquête.

Après la phase de validation des fiches de collecte, il a été question de l’identification et de la formation des agents de collecte sur les outils de collecte. Au total 12 enquêteurs ont été retenus et formés sur la méthodologie de collecte des données via l’application mobile Kobo Collect. Suite à la collecte des données déroulées du 24 Juin au 02 Juillet 2020, s’en est suivie la phase du traitement et de l’analyse statistique des données fait du 03 au 10 Juillet 2020. Le rapport narratif a été réalisé du 13 au 22 Juillet 2020 avec le soutien et la contribution de tout le département ERD de Kousséri et de Maroua.

2. Raison du choix des localités

Au total quatre départements ont fait l’objet de l’évaluation : le Logone et Chari, le Mayo Tsanaga, le Mayo sava et le Diamaré. Ces départements représentent les grandes zones les plus affectés par les incursions de Boko Haram, avec une grande concentration de déplacés, et où IRC intervient déjà depuis 2016. Au total, 6 localités ont été touchées par cette évaluation : une dans le Mayo Tsanaga, une dans le Mayo Sava, une dans le Diamaré et trois dans le Logone et Chari. Ces localités ont été choisies pour plusieurs : 1. parce qu’étant des centres urbains et l’équipe a estimé que les impacts du Covid 19 seraient plus marqués en milieu urbain que rural 2. Ces localités accueillent pour la plupart les différentes catégories de résidence des populations à savoir les IDPs, les retournés, les réfugiés et les hôtes. 3. Ces localités représentent également de grands carrefours d’échange commerciaux et ont donc de grands marchés.

3. Choix de la cible de l'évaluation

Avec la pandémie de Covid 19 qui sévit dans le monde entier, toutes les couches sociales, les statuts ont été impactés d'une manière ou d'une autre. Les populations hôtes ont vu leurs ressources réduites par la forte demande et les déplacés ont tous perdu leur actifs suite au déplacement. Afin de mesurer l'impact de la crise sanitaire actuelle sur la population entière, population déjà touchée par la crise sécuritaire et de collecter les besoins des personnes vivant dans les zones de crises, nous avons opté d'enquêter toutes les couches de la population (les déplacés, les réfugiés, retournés et les populations hôtes).

4. Collecte des données primaires

Les données primaires ont été collectées à travers 2 types d'enquête, à savoir les enquêtes ménages et les entretiens avec les Informateurs clés, les Focus Group Discussion ne pouvant être menées à cause de l'interdiction de regroupement de personnes due à cette pandémie de Covid 19.

a) Sélection des informateurs clés

Les principaux Informateurs Clés choisis pour cette étude sont les Autorités locales et administratives (Préfet ou Sous-Préfet, les Chefs traditionnel) les sectoriels tels que (MINSANTE, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE, MINEDUB), les leaders religieux et communautaires et les autres acteurs intervenant dans les localités cibles.

b) Enquête ménage et échantillonnage

L'enquête ménage a été menée à travers le questionnaire ménage et a été adressé aux chefs de ménage ou de leurs représentants. Les questions posées portaient notamment sur la composition du ménage, la connaissance du Covid 19 et l'application des mesures barrières, les sources de revenu des ménages, les impacts du Covid 19 sur la capacité du ménage à générer du revenu, les impacts du Covid 19 sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la consommation alimentaire des ménages et les stratégies d'adaptation alimentaires et de moyens de subsistance, etc.

Pour le calcul de la taille de l'échantillon, il a été utilisé l'application de calcul d'échantillon, disponible à l'adresse <http://surveysystem.com/>, avec comme niveau de confiance 10%. Le tableau suivant résume les différents échantillons par localité :

Tableau 2 : Echantillons des enquêtes ménages

Département	Localités	Nombre de ménages à enquêter
Mayo Sava	Mora	50
Mayo Tsanaga	Mozogo	50
Logone et Chari	Biamo	50
	Bodo	50
	Kousséri	50
Diamaré	Maroua	50
Total	6	300

c) Ménages cibles

Afin d'avoir des données aussi représentatives que possible des populations des différentes localités, toutes les catégories de populations ont été enquêtées à savoir les IDPs, les Retournés, les Réfugiés et les communautés hôtes. Les ménages enquêtés ont été choisis de manière aléatoire. Le tableau ci-dessous donne le total des différents ménages enquêtés par sexe, statut et département

Tableau 3 : Nombre de ménages enquêtés

Sexe du chef de ménage	Statut	Logone et Chari	Mayo sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Total
Femmes	Hôte	34	20	8	10	88
	IDPs	24	26	7	24	107
	Réfugié	26	5	1	2	40
	Retourné	1	3	2	0	28
Hommes	Hôte	37	14	11	11	365
	IDPs	16	12	14	7	323
	Réfugié	14	0	4	0	52
	Retourné	1	0	3	0	59
	Total	153	80	50	54	337

d) Collecte et traitement des données

Les enquêtes ménages ont été menées à travers une collecte électronique de données et les entretiens avec les Informateurs clés ont été menées à travers des supports papier. La collecte électronique de données s'est faite avec les tablettes et smartphones via l'application de collecte de données KoboCollect. L'application est formatée pour assurer la cohérence et la fiabilité des données collectées. Avant la collecte des données sur le terrain, les enquêteurs ont été formés à l'administration des questionnaires, au respect des règles et modalités de l'activité et au respect des mesures de prévention contre le Covid 19. Les données collectées ont à chaque fois été examinées, validées puis envoyées au serveur du programme afin d'être compilées. La collecte de données sur le terrain s'est faite sous la supervision des Officiers Suivi-évaluation. Le traitement et l'analyse des données s'est faite avec le tableur Excel 2016.

IV. Contraintes et difficultés rencontrées pendant la phase de collecte des données

De nombreux défis et difficultés ont été rencontrés durant cette évaluation, notamment :

- Dans certaines localités comme Maroua, il a été difficile d'avoir des personnes déplacées internes (IDPs)
- Il a également été difficile de rencontrer des Réfugiés, ces derniers préférant se déclarer comme IDPs de crainte de se faire rapatrier

V. Limites

L'enquête s'est déroulée essentiellement dans les localités retenues dans le cadre de cette évaluation où la situation sécuritaire reste volatile. Au regard de cet état de crise sécuritaire et sanitaire, des instructions ont été données aux enquêteurs et aux staffs impliqués dans cette évaluation d'éviter au maximum des attroupements, de respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement et IRC pour barrer la route au coronavirus notamment le port du masque (cache-nez), le respect de la distance physique (au moins 1m), le lavage des mains à l'eau coulante et au savon ou l'utilisation d'une solution hydroalcoolique et de mener les entretiens dans les domiciles des ménages et les entretiens avec les Informateurs clés dans endroits sécurisés.

VI. Considérations éthiques

Avant le début effectif de l'enquête sur le terrain, le staff IRC ainsi que l'équipe d'enquêteurs sont allés rencontrer les autorités locales pour leur expliquer le but et les objectifs de l'évaluation, mais aussi les objectifs de l'enquête et en quoi les données collectées peuvent aider le programme. Au cours de la rencontre, il leur a également été demandé leur appui et leur soutien à l'équipe d'IRC et aux enquêteurs. Pour tout ménage enquêté, les enquêteurs ont commencé par

se présenter et expliquer les raisons de l'enquête insistant que ceci n'était qu'une évaluation des impacts et non une promesse d'aide, laissant par là le choix aux ménages d'accepter se faire questionner ou pas.

VII. Résultats

1. Les informations générales

Dans le but d'évaluer l'impact supplémentaire du COVID 19 sur les conditions de vie des populations victimes de la crise Boko-Haram dans la région de l'Extrême-Nord et proposer des recommandations en termes d'assistance aux ménages les plus touchés par la combinaison de la crise humanitaire et sanitaire, l'équipe ERD a organisé du 24 juin au 2 juillet 2020 une évaluation d'impact COVID-19 sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existences de ces communautés. Cette enquête a été menée à travers une visite à domicile des ménages (337 au total enquêtés) et des dispositions ont été prises par les enquêteurs pour le respect des mesures barrières contre le Covid 19. Il ressort également que 56,3% des ménages enquêtés sont en zone urbaine et 30,9% en zone rurale. Pour ce qui est du statut de résidence des ménages le graphique ci-contre donne une idée avec une représentativité de tous les groupes (Hôtes, IDPs, Réfugié et Retourné).

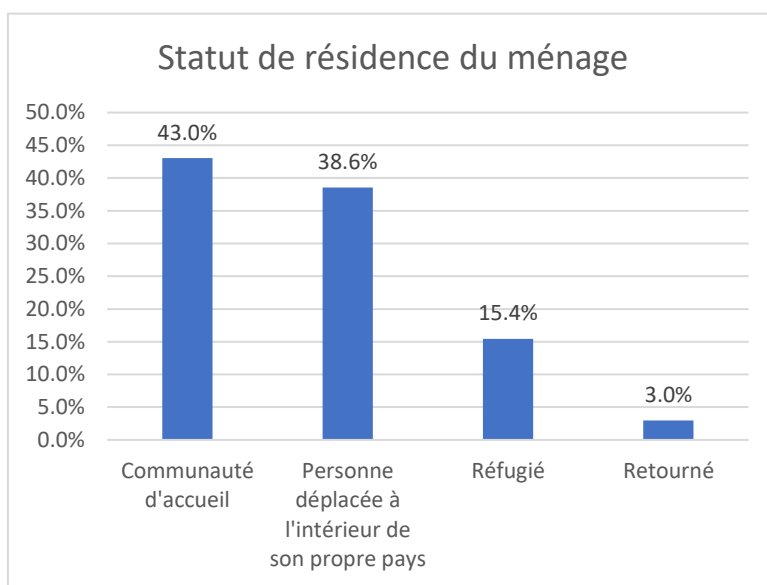


Figure 1 : Statut des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020

2. La composition des ménages

Sur un échantillon de 337 ménages enquêtés, il ressort que 57,3% des répondants sont des femmes contre 42,7% qui sont des hommes avec un âge moyen de 42,1 ans. Pour ce qui est du niveau d'instruction des chefs de ménage, le graphique ci-contre en donne un aperçu, avec 56% d'entre eux qui n'ont jamais fréquenté et 24% qui ont arrêté les études au niveau primaire.

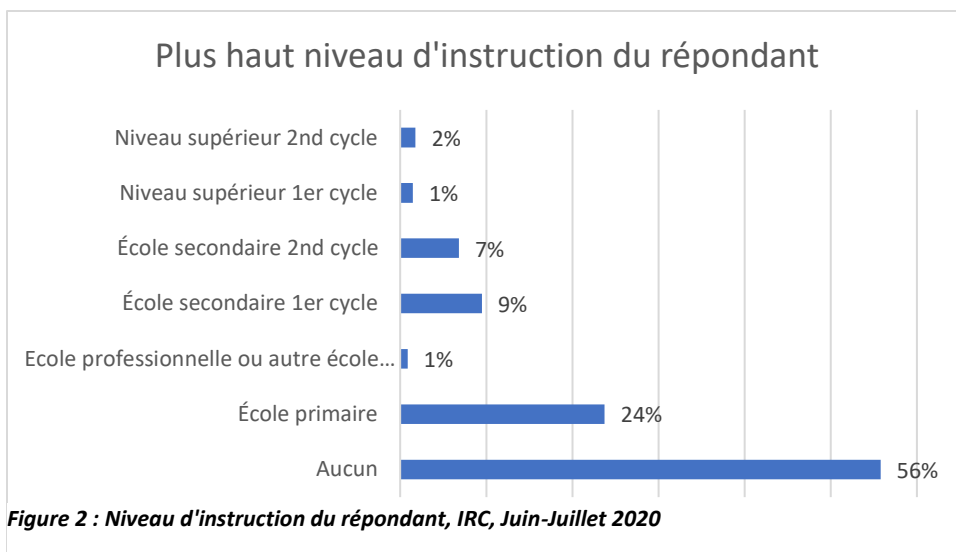


Figure 2 : Niveau d'instruction du répondant, IRC, Juin-Juillet 2020

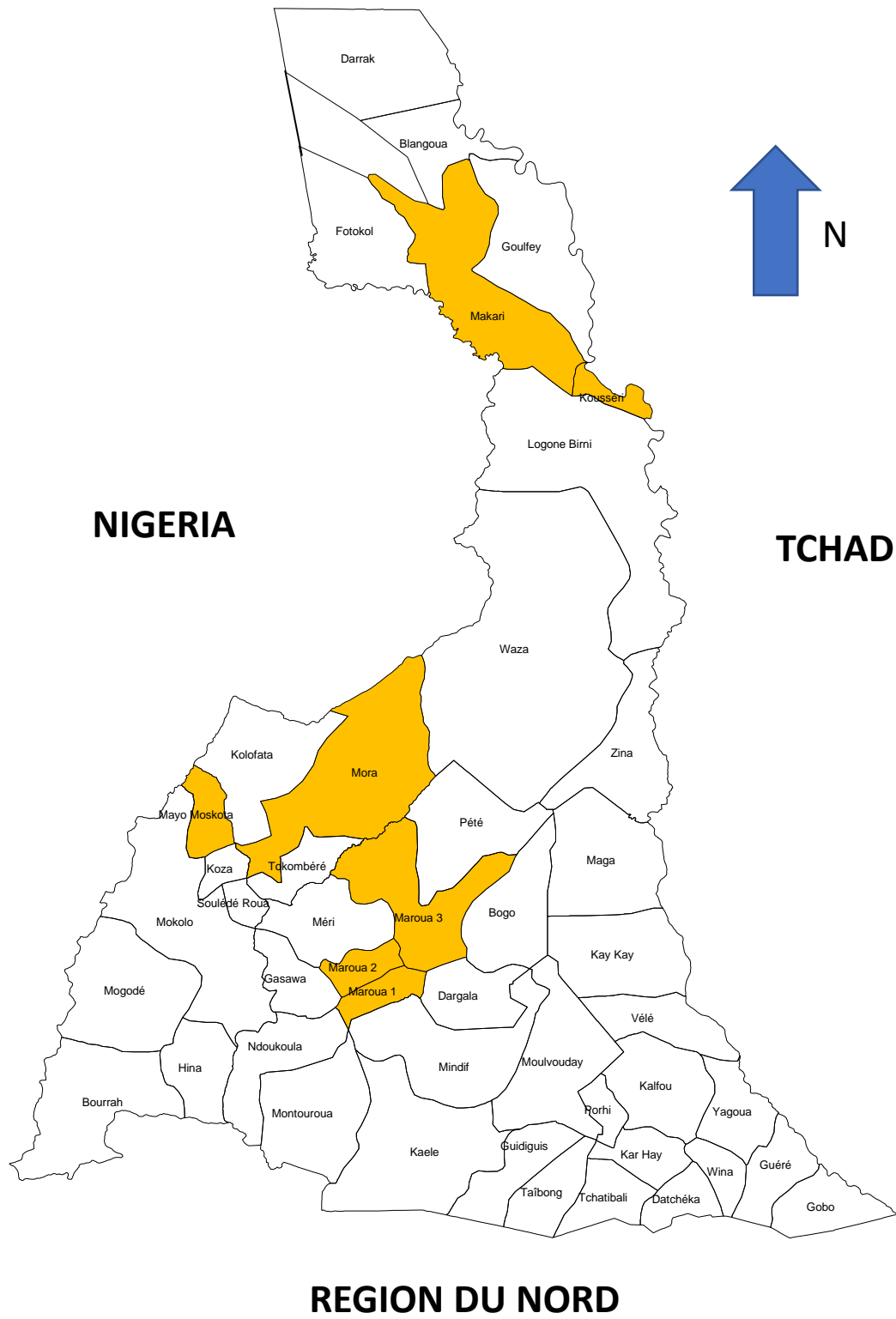


Figure 3 : Carte de l'Extrême-Nord Cameroun et les localités cibles de l'évaluation

5. La connaissance du Covid 19 par les communautés cibles et les mesures barrières adoptées

Dans l'optique de mesurer la connaissance de la maladie à coronavirus (Covid 19) par les ménages, d'apprécier les mesures barrières adoptées par les ménages pour barrer la route à cette pandémie et d'évaluer les impacts de cette maladie sur leur sécurité alimentaire et moyens d'existence, plusieurs questions leur ont été posées. Pour ce qui est de la connaissance de cette maladie, 97,6% des ménages interrogés ont déclaré avoir connaissance ou tout au moins avoir entendu parler de cette maladie, et seul 0,6% ont déclaré n'avoir jamais entendu parler de cette maladie. Ce haut taux de connaissance est le résultat des spots radio, des sensibilisations communautaires, des discussions aux quartiers dans les localités cibles et ceci témoigne de l'assimilation des messages transmis.

Par ailleurs, la connaissance du COVID 19 seule ne suffit pas, cela implique également la prise en compte et l'application des mesures barrières. Ainsi donc, les données collectées indiquent que 43% des ménages interrogés appliquent au moins une des nombreuses pratiques édictées pour lutter contre le coronavirus comme le montre le graphique ci-contre. Sur le graphique l'on peut lire que 98% se lavent fréquemment les mains, 77% indiquent qu'ils portent un masque facial dans les lieux publics et 64% déclarent éviter les lieux publics bondés.

Les tendances de ces données traduisent la prise en compte et l'application des messages de sensibilisation véhiculés ainsi que l'utilisation des kits de lavage de main et de protection faciale distribués par les programmes.

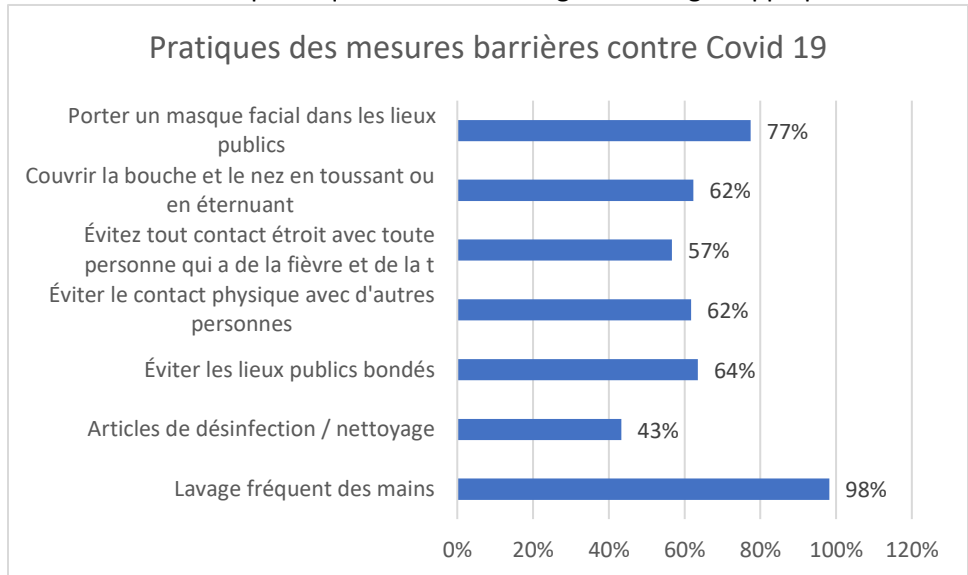


Figure 4 : Pratiques des mesures d'hygiène par les ménages, IRC, Juin-Juillet 2020

Dans l'idée de savoir si à un moment ou à un autre les ménages avaient fait des stockages pour anticiper sur une éventuelle hausse inquiétante des prix, une fermeture des marchés par les autorités ou une interdiction de circulation des biens et des personnes pour limiter les contacts et ainsi contrer la propagation de la Covid 19. A cette question, seuls 27,9% des ménages interrogés déclarent que les membres de la communauté ont fait des stockages dans ce sens ; ce faible taux est principalement dû au faible pouvoir d'achat des ménages et au revenu des ménages qui est acquis au jour le jour à travers les petites activités (petit commerce, travail occasionnel, etc). Pour les ménages ayant fait du stockage, les ressources stockées sont principalement les aliments (62%), les médicaments (27%) et l'argent (23%), mais à l'heure actuelle, les enquêtes menées auprès des commerçants indiquent qu'aucun marché n'a été fermé, mais les prix de certaines denrées de première nécessité (mil, maïs, sorgho, arachide et niébé notamment) sont légèrement à la hausse, due notamment à la fermeture des frontières (avec le Nigéria et le Tchad) et la limitation du nombre de passagers dans les transports en commun.

6. La capacité des ménages à subvenir à leurs besoins essentiels et les principaux obstacles à cette satisfaction

Après discussion avec les ménages et les Informateurs clés des différentes localités, il ressort que les principaux besoins des ménages restent assez communs à savoir les besoins alimentaires, les besoins en eau, les besoins en termes d'abris, les besoins en hygiène et les besoins en articles ménages (NFI). Mais la capacité des communautés interrogées à subvenir à leurs besoins essentiels a été impactée par cette crise. Cette (in)capacité des ménages à subvenir à leurs besoins essentiels a été évaluée et les données collectées ont permis de dresser le graphique ci-dessous.

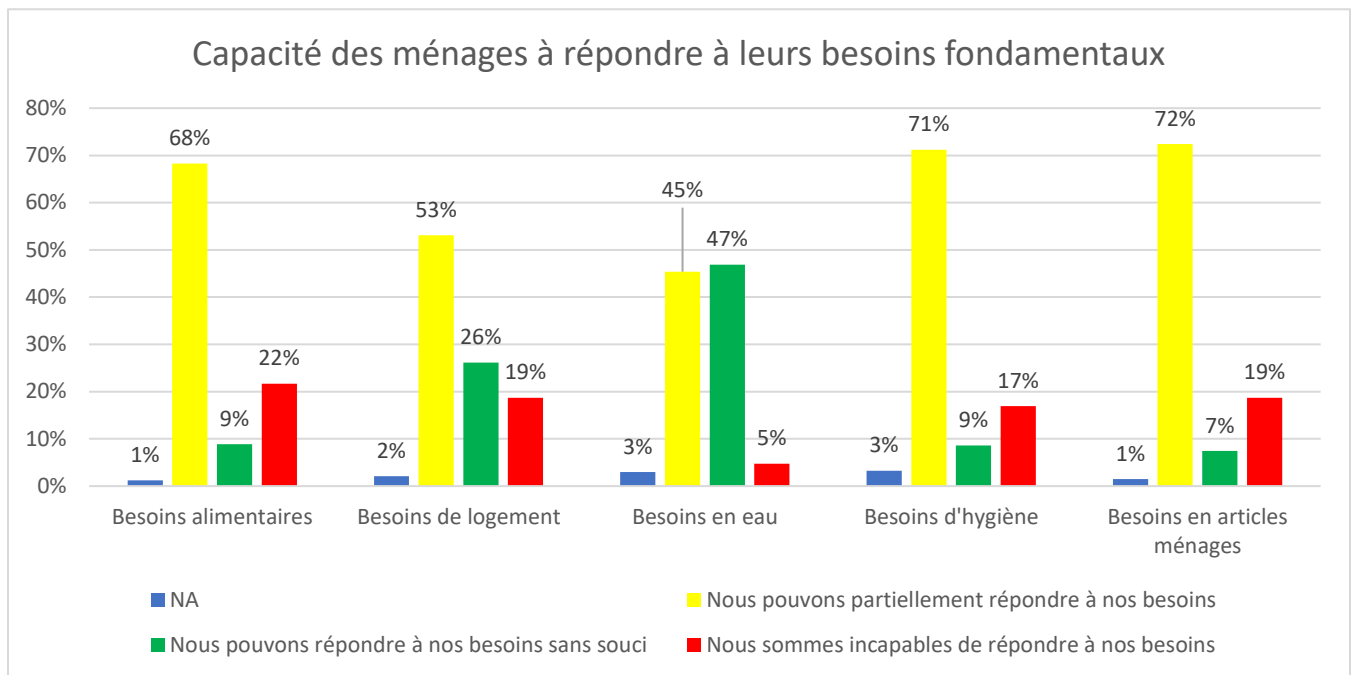


Figure 5 : Capacité des ménages à répondre à leurs besoins fondamentaux, IRC, Juin-Juillet 2020

Comme le montre le graphique ci-dessus qui est assez parlant car les barres en vert (qui représentent la proportion des ménages pouvant effectivement satisfaire le besoin indiqué) sont parmi les moins grandes. Pour les besoins alimentaires, seuls 9% des ménages interrogés (sur les 337) affirment pouvoir satisfaire ce besoin dans leur ménage sans souci, contre 22% qui déclarent être incapable de satisfaire ce besoin par leur ménage. Pour les besoins en eau, 47% affirment pouvoir répondre à leurs besoins en eau sans soucis contre 45% qui répondent partiellement aux mêmes besoins et 5% qui en sont incapables. Cette capacité (47%) à pouvoir répondre aux besoins en eau se traduit par les constructions et les réhabilitations des forages et points d'eau dans les localités cibles par les équipes Wash et les autorités. Pour ce qui est des besoins en hygiène, seuls 9% des répondants affirment être en mesure de satisfaire ce besoin dans leurs ménages respectifs avec un pourcentage élevé de 17% qui disent être incapables de répondre à ce besoin dans leurs ménages. Pour ce qui est des besoins de logement et en articles ménagers, seuls 26% et 9% des ménages interrogés déclarent respectivement être en mesure de satisfaire ces besoins dans leurs ménages, contre 19% qui affirment être totalement incapables de satisfaire ce besoin.

Comme le montre le graphique ci-dessus, très peu de ménages sont en mesure de répondre à leurs différents besoins essentiels, et certains sont d'ailleurs au bord de la famine et sont dans une vulnérabilité extrême et vivent dans des conditions d'hygiène déplorables. Ce faible taux de capacité de satisfaction des besoins essentiels par les ménages a plusieurs et diverses raisons comme le montre le graphique ci-après, obtenu après collecte des différentes données sur les principaux obstacles à répondre à leurs besoins de base.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la principale difficulté à la satisfaction des besoins de base est le manque d'argent par les ménages, l'insécurité, les quantités insuffisantes de biens sur les marchés. Le manque de fonds est notamment causé par le manque de travail, l'insécurité qui a fait baisser la production agricole l'année dernière, certaines parcelles n'étant plus accessibles, devenues trop dangereuses pour les populations. Nous avons également la dévaluation du Naira qui a eu un impact sur le pouvoir d'achat des ménages, l'entrée dans la période de soudure, l'augmentation des prix du carburant, du transport et par conséquent des denrées alimentaires sur les marchés ; et en dernier ressort les impacts du Covid 19 et de certaines mesures prises pour barrer la voie à cette maladie.

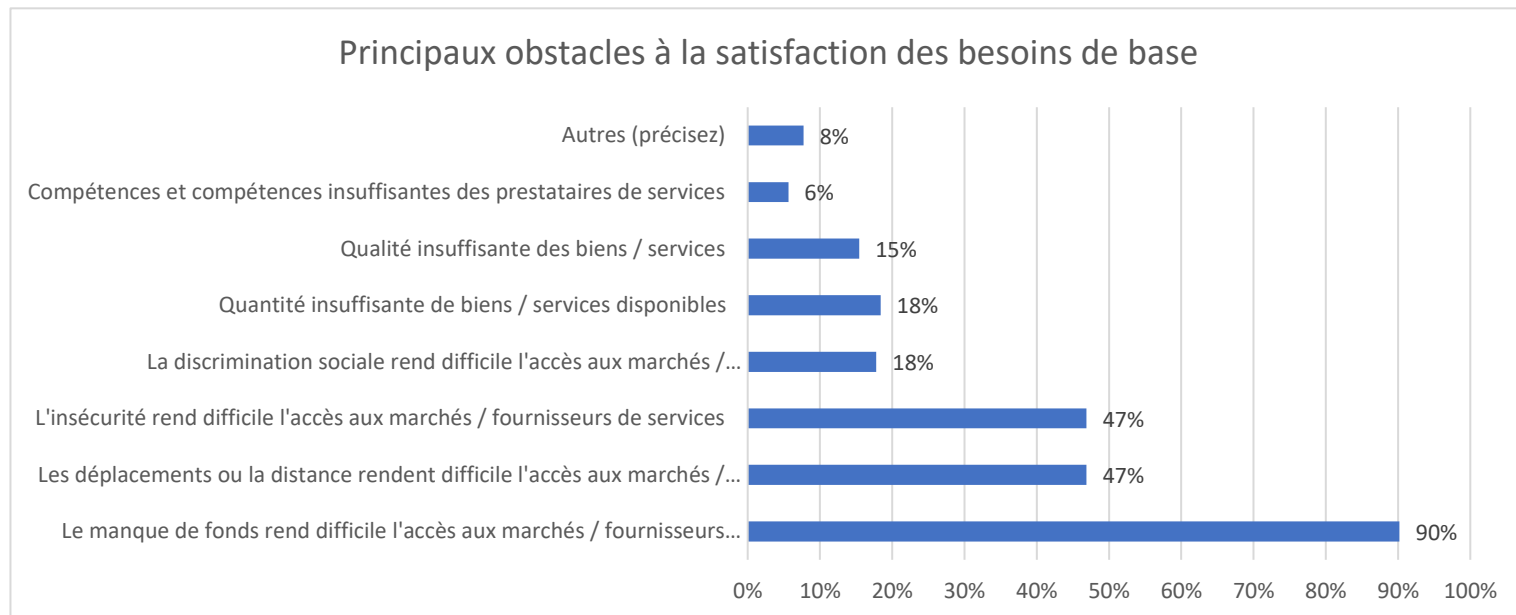
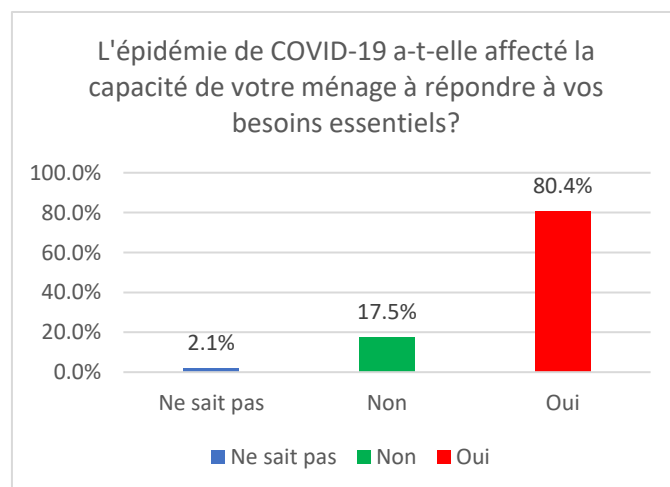
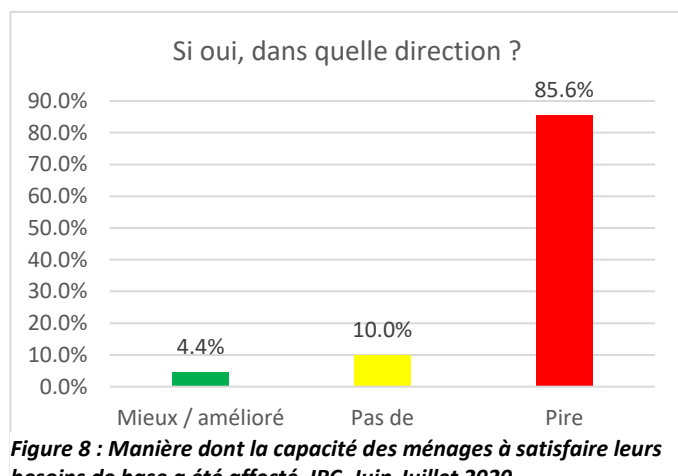


Figure 6 : Principaux obstacles à la satisfaction des besoins de base par les ménages, IRC, Juin-Juillet 2020

7. Les impacts du Covid 19 sur la satisfaction des besoins fondamentaux

La pandémie de Covid 19 a eu de nombreux effets sur la vie et les activités des ménages et particulièrement sur les besoins de base. Pour 80,4% des ménages interrogés, Cette maladie a affecté leur capacité à répondre à leurs besoins fondamentaux comme l'on peut le lire sur le graphique ci-contre et pour 85,6% ces effets ont été négatifs (pire) comme le montre le graphique ci-après où l'on peut également lire que pour 10% d'entre eux, cette pandémie n'a pas apporté de changement pour la satisfaction de leurs besoins.



Ces impacts négatifs sont de plusieurs ordres, mais l'on peut noter les principales et donner quelques exemples ci-après :

- L'interdiction de rassemblements a interrompu l'activité de certaines personnes : certains commerçants ne peuvent plus vendre dans des parties très fréquentées du marché. Certains meuniers ont vu le nombre de leurs clients baisser et cela crée un climat de suspicion permanent entre les personnes
- L'incitation des populations à rester chez elles a fait baisser la clientèle chez de nombreux commerçants : certains commerçants ont vu leur chiffre d'affaire chuter drastiquement, et donc la baisse de leur revenu ainsi que ceux de leurs employés ; les commerçants embauchant de nombreuses personnes tels que les revendeurs, les démarcheurs, les manutentionnaires, et d'autres ont dû vider leurs économies pour satisfaire aux besoins de leurs ménages ;
- La baisse des ventes de certaines entreprises a fait mettre au chômage technique de nombreux employés, et donc ces derniers se retrouvant sans emploi et sans revenu
- La fermeture des frontières avec les pays voisins a eu de nombreuses conséquences telles que : a) la hausse des prix du carburant et donc du transport et ainsi du prix des denrées alimentaires et non alimentaires ; b) la baisse des ventes pour ceux qui exportaient leurs marchandises ou qui vendaient principalement aux étrangers
- La fermeture des écoles a emmené les enfants à rester plus longtemps à la maison et ainsi a augmenté la ration alimentaire de la famille
- La baisse des travaux occasionnels pour de nombreuses familles car les chantiers fonctionnent au ralenti, les travaux champêtres n'ont pas encore véritablement démarré et les brousses étant devenues insécurisées notamment à Mozogo dans le Mayo Tsanaga, les ménages peuvent rarement aller chercher du bois pour vendre ou pour la cuisson.

Tous ces impacts négatifs de la maladie à coronavirus combinés aux obstacles que les ménages rencontraient déjà avant dans la satisfaction de leurs besoins fondamentaux rendent ces ménages très vulnérables ayant déjà des sources de revenu assez instables.

8. Les principales sources de revenu des ménages et les effets du Covid 19 sur la capacité des ménages à générer des revenus

a) Les principales sources de revenu des ménages

L'analyse de l'économie des ménages enquêtés à travers leurs 3 principales sources de revenu a permis de dresser le graphique ci-contre synthétisant les sources de revenu des ménages.

Il ressort clairement que la 1^{ère} source de revenu des ménages est le petit commerce (28%) suivi par le travail saisonnier (11%) et le travail occasionnel (7%). Le petit commerce menée à la fois par les hommes et les femmes, consistant en la vente de produits de première nécessité (légumes frais et secs, céréales, condiments frais et secs, etc.) pour les femmes et la vente des céréales, tubercules, produits manufacturés, etc. par les hommes reste une activité assez instable car ne permettant que d'avoir de faibles revenus et obligeant ceux qui la pratiquent de vivre au le jour, notamment avec la baisse des ventes, la hausse des prix des denrées et la peur d'être infecté qui pousse les gens à sortir très peu et donc à limiter leurs achats.

Synthèse des sources de revenu

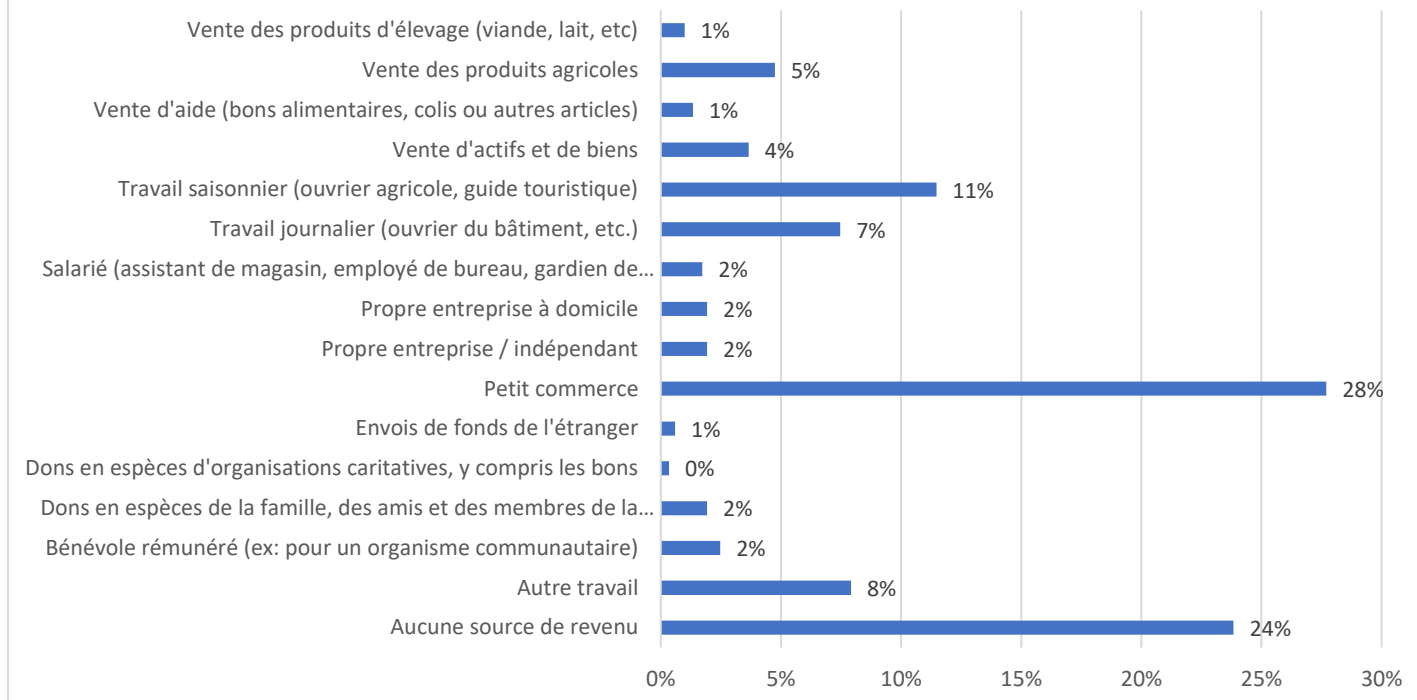


Figure 9 : Sources de revenu des ménages, IRC, Juin-Juillet 2020

Pour ce qui est de ceux qui ont comme activité le travail saisonnier (notamment travail dans les champs en contrepartie d'argent ou de nourriture), c'est une activité qui ne fait que commencer, la saison des pluies ne faisant que débiter, ce qui signifie que ces personnes menaient avant cette période des activités peu rentables ; il faut noter également qu'avec l'insécurité et la diminution des terres accessibles, les opportunités ont baissé le coût de la main d'œuvre également. Il est important de noter enfin que sur le graphique ci-haut, 24% des ménages interrogés n'ont aucune source de revenu, et donc vivent essentiellement de dons, d'emprunts ou de mendicité et donc leurs sources de revenu seront plus affectées.

b) Effets du COVID 19 sur la capacité des ménages à générer des revenus

Pour apprécier les impacts du Covid 19 sur leurs sources de revenu des ménages, la question a été posée aux ménages interrogés, et comme résultat, 82,2% d'entre eux affirment que la Covid 19 a affecté la capacité de leur ménage à générer des revenus et pour 16,3%, il n'y a pas d'effet. Pour ceux ayant déclaré que la Covid 19 a impacté la capacité de leur ménage à générer des revenus, 87,4% affirment que cet impact est négatif et seulement pour 4,7% d'entre eux cet impact est positif, contre 8,7% qui pensent qu'il n'y a pas de changement.

Pour les ménages ayant vu leur capacité à générer des revenus se détériorer, les différentes causes à cette dégradation sont indiquées dans le graphique ci-après :

Trois (03) grandes causes expliquent ce changement de revenu par ordre d'importance : moins de possibilités d'emploi disponibles (66%), activités agricoles retardées (52%) et moins de clients pour les entreprises (40%).

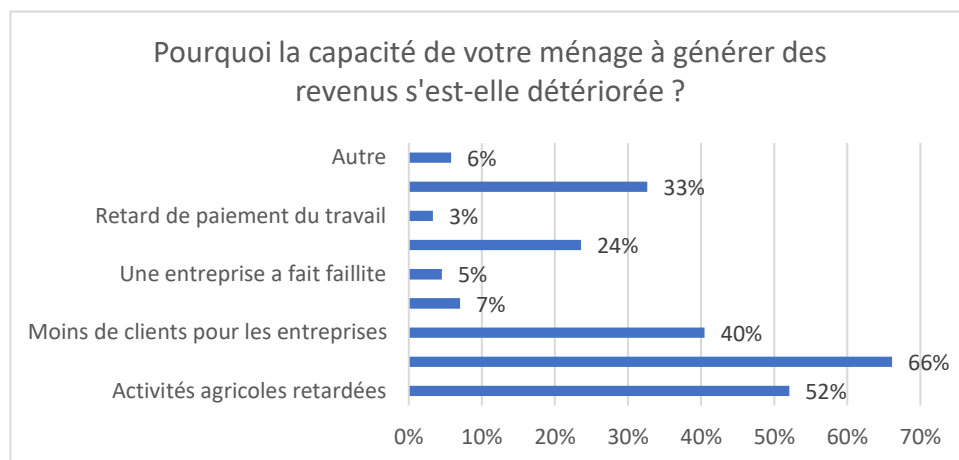
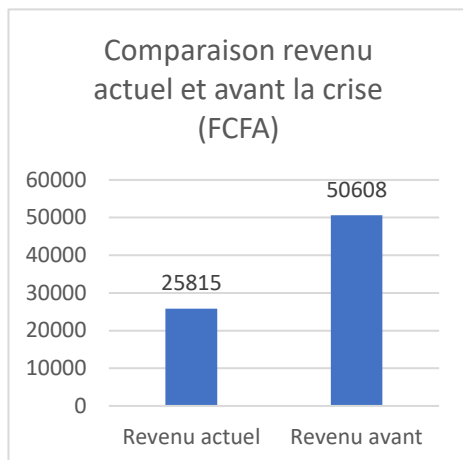


Figure 10 (gauche): Comparaison entre le revenu moyen actuel des ménages et le revenu avant la crise, IRC, Juin-Juillet 2020 ; Figure 11 (droite) : Raisons pour lesquelles la capacité des ménages à générer du revenu s'est détériorée, IRC, Juin-Juillet 2020

Comme dit plus haut, la Covid 19, les mesures barrières édictées pour lui barrer la route (fermeture des frontières, interdiction de regroupements, etc.) et la psychose causée par cette maladie ont eu de nombreux effets sur les activités économiques des individus et des entreprises notamment la baisse des ventes, la mise au chômage technique de certains employés, le retard ou même l'annulation de la paie de certains employés ce qui aura forcément pour conséquence la baisse de leurs revenus.

Cette baisse de revenu peut être mesurée par la comparaison du revenu moyen avant la crise et le revenu moyen actuel. Comme le montre le graphique ci-contre, le revenu moyen des ménages est passé de 50608 XAF avant la crise à 25815 XAF actuellement, soit une baisse en valeur de 24793 XAF pour un pourcentage de baisse de 51%, ce qui est assez importante et qui ainsi amener ces ménages si durement impactés de contracter des crédits pour combler le vide laissé par cette baisse de revenu.

9. Les dettes contractées par les ménages, les raisons de ces dettes et le lien avec le Covid de ces dettes

Pour satisfaire les besoins non comblés par la baisse des activités et la chute des revenus, de nombreux ménages ont dû contracter des dettes. Au cours de cette évaluation, les données collectées sur cette question ont permis de dresser le graphique ci-contre qui montre que les dettes sont principalement contractées auprès des amis, de la famille et des commerçants proches.

Les prêts et dettes sont une pratique commune dans ces localités et 79,2% des ménages enquêtés ont affirmé avoir contracté une dette au cours des 30 derniers jours. Comme le montre le graphique ci-contre, chaque ménage a emprunté en moyenne durant les 30 derniers jours un total de 24,334 XAF auprès de la famille (24% du total), des amis (47% du total), des boutiquiers du coin (20%), des propriétaires (8%) et de leur employeur (1%). Le montant total moyen emprunté par les ménages (24,334 XAF) est presque égal au montant de la baisse du revenu familial qui était égal au paragraphe précédent de 24,793 XAF, ce qui confirme que les ménages empruntent pour combler la baisse de leurs revenus.

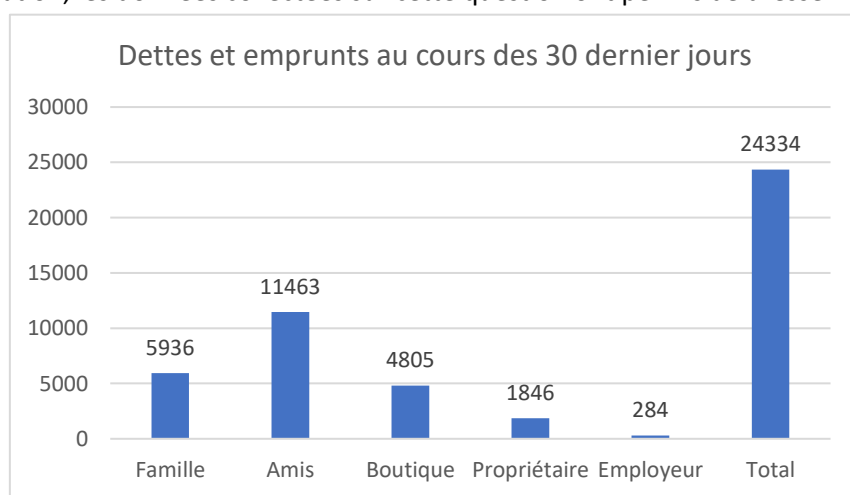


Figure 11: Montants moyens des dettes contractées par les ménages au cours des 30 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020

Le graphique ci-contre donne les principales raisons des dettes contractées par les ménages enquêtés. Comme l'on pouvait s'y attendre, la principale raison de ces dettes est la satisfaction des besoins de subsistance (58%) notamment alimentaires, le paiement des coûts médicaux, médicaments et soins (31%) et 22% pour l'achat de nourriture et biens pour se préparer à la Covid 19 et 6% qui déclarent avoir emprunté de l'argent pour construire ou réparer leur logement ou arbris et même 6% qui affirment avoir contracté une dette pour rembourser une autre dette, ce qui montre le degré de vulnérabilité de ces ménages.

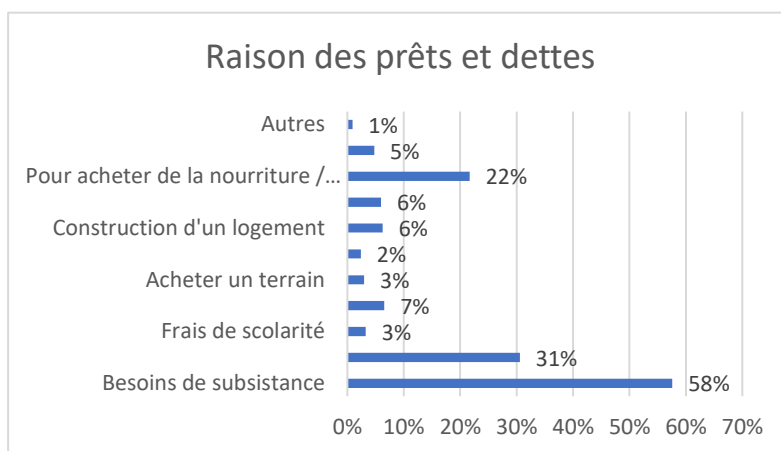


Figure 12 : Principales raisons des dettes contractées par les ménages au cours des 30 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020

10. La situation alimentaire des ménages et les principales sources de revenu

Pour apprécier le niveau de sécurité ou d'insécurité alimentaire d'un ménage ou d'une localité donnée, l'on peut mesurer plusieurs éléments ou indicateurs de la sécurité alimentaire, ici nous nous sommes appuyés sur 4 principaux :

a) Le score de consommation alimentaire des ménages (SCA ou FCS en anglais)

Permettant de mesurer la diversité et la fréquence des aliments consommés, il est calculé sur les 7 derniers jours ayant précédé l'enquête. Les données collectées ont permis de dresser le graphique qui donne le nombre moyen de consommation de chaque type d'aliment durant les 7 derniers jours. Comme l'on peut le constater sur ce graphique, les ménages consomment principalement les céréales (mil, maïs, sorgho), accompagnés de sauce de feuilles de légumes fraîches ou sèches (tasba, bokko, lalo, foléré), de légumineuses (arachide, haricot niébé) avec de temps en temps des protéines (poisse séché ou fumé) le tout baignant dans un peu d'huile d'arachide ou de coton.

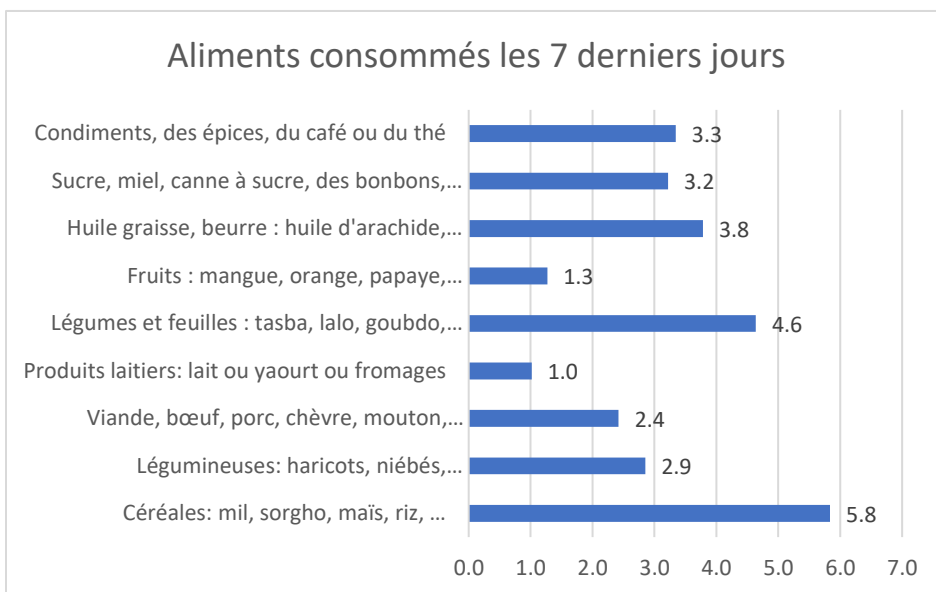


Figure 13 : Consommation moyenne des aliments par les ménages durant les 7 derniers jours, IRC, Juin-Juillet 2020

Ces différents aliments consommés ont donné les résultats suivants : 47% des ménages interrogés ayant un FCS « Acceptable » et 21% ayant un FCS

« Pauvre », donc en insécurité alimentaire contre 32% qui sont à cette « Limite ». Cependant dans le Mayo Tsanaga, seulement 8% des ménages ont une alimentation acceptable, jusqu'à 58% ont une alimentation pauvre.

Ce taux élevé de ménages ayant un FCS « Acceptable » peut s'expliquer par le fait que malgré la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, malgré les mesures barrières qui ont fait ralentir ou même stopper leurs activités économiques et baisser leur revenu, les ménages se sont adaptés pour que leurs membres ne puissent pas subir ces impacts au niveau alimentaire, d'où la contraction des dettes comme vu plus haut.

Mais d'où proviennent donc les aliments consommés par les ménages ? Achats au marché, production propre, échange, dons ou emprunts ? Après analyse des données collectées, il ressort que pour 65% des ménages interrogés, leur principale source d'approvisionnement en aliments est l'achat au marché (65%), suivi de loin par la consommation des aliments consommés par le ménage même (15%) puis les emprunts de nourriture ou d'argent (6%) et les échanges de travail contre nourriture ou contre argent (5%).

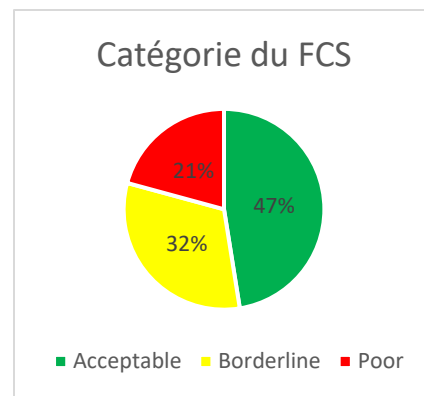


Figure 14 : Score de consommation alimentaire des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020

b) Le score de diversité alimentaires des ménages (SDAM ou HDDS)

Calculé sur une période de 24 heures, le score de diversité alimentaire, comme son nom l'indique, permet de mesurer la diversité alimentaire des ménages. Calculé dans cette évaluation ci en se basant sur le FCS, il ressort comme le montre le graphique ci-contre que seuls 13,1% des ménages enquêtés ont un SDAM « Acceptable », c'est-à-dire supérieur à 6, donc qui ont consommé au moins 6 groupes d'aliments dans les 24 heures ayant précédé l'évaluation. Pour 38% des ménages interviewés, ce score est « Faible », c'est-à-dire inférieur à 4. Ce pourcentage monte à 86% pour les ménages du Mayo Tsanaga, montrant par là même que les ménages de ce département sont plus exposés à l'insécurité alimentaire et donc plus susceptibles de faire recours aux stratégies d'adaptation alimentaires, de stress, de survie et d'urgence dans la quête de la nourriture ou de l'argent.

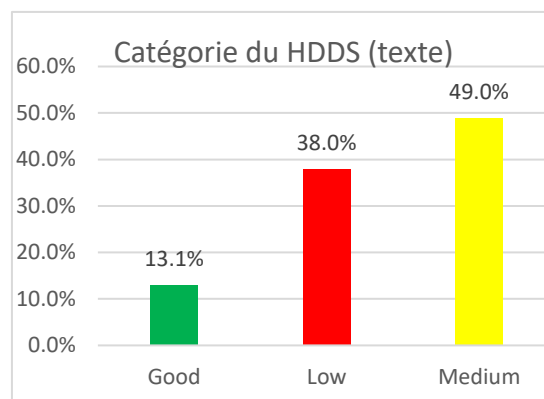


Figure 15 : Catégorie de score de diversité alimentaire des ménages, IRC, Juin-Juillet 2020

11. L'utilisation des stratégies d'adaptation négatives par les ménages

a) L'indice de stratégie d'adaptation réduit (ISCr ou rCSI)

Le CSI (pour Coping Strategy Index) mesure le comportement alimentaire des ménages, c'est-à-dire ce que font les gens lorsqu'ils n'ont pas accès à la nourriture. Le CSI réduit ou rCSI mesure les comportements d'adaptation les moins drastiques et utilise les 5 stratégies communes avec des pondérations standardisées et est calculé sur les 7 derniers jours ayant précédé l'enquête. Les données collectées dans le cadre de cette évaluation ont permis de dresser le

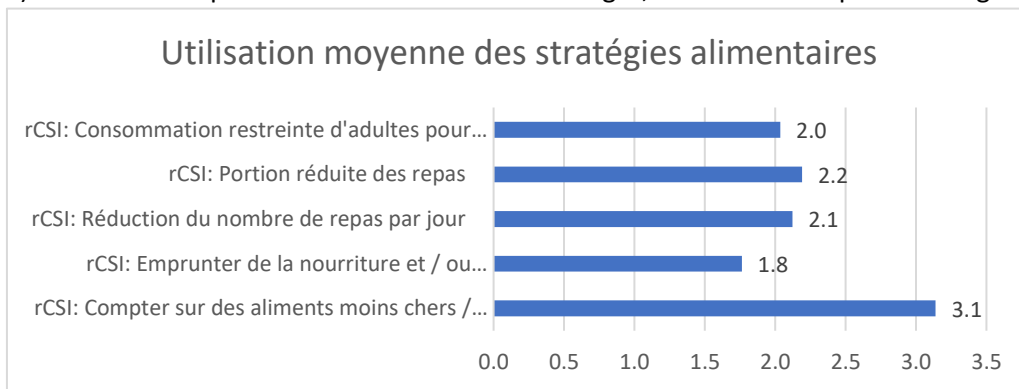


Figure 17 : Utilisation moyenne des stratégies d'adaptation alimentaire, IRC, Juin-Juillet 2020

graphique ci-dessus qui donne le nombre moyen d'utilisation de chacune des 5 stratégies du rCSI par les ménages. Comme le montre le graphique, chacune des stratégies est utilisée au moins 1.8 jours sur 7 et la stratégie la plus utilisée est la consommation d'aliments moins préférés ou moins chers (3.7 jours en moyenne). La combinaison des jours d'utilisation de ces stratégies résulte de la baisse de l'intensité des activités et du baisse de revenu familial. Mais la limite est que ces aliments moins chers et moins préférés pendant cette période de la pandémie COVID-19 ne leurs permettent pas le plus souvent de couvrir leurs besoins nutritionnels d'où les risques de malnutritions (chez les personnes à risque comme les enfants de moins de 05 ans, les femmes enceintes et les femmes allaitantes), et les risques de carence en nutriments chez d'autres catégories de personnes (comme des enfants et des adolescents qui sont en pleine phase de croissance et donc les besoins nutritionnels sont élevés).

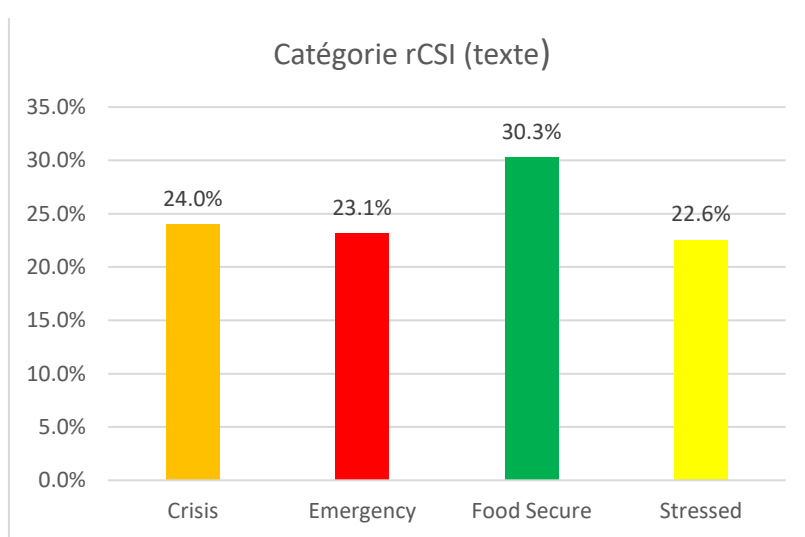


Figure 16: Catégorie des rCSI moyen des ménages enquêtés, IRC Juin-Juillet 2020

Le rCSI moyen des ménages calculé a été de 17,1, ce qui rentre dans la catégorie « Crise », ce qui veut dire la grande majorité des ménages sont en situation alimentaire de « crise ». Le graphique ci-contre donne la catégorie de rCSI des ménages avec 23,1% des ménages qui sont en situation et 24,0% qui sont en situation de crise.

a) L'indice de stratégie d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)

Mesurant davantage les adaptations faites par les ménages en termes de moyens d'existence contrairement au rCSI qui tend plus vers les adaptations alimentaires, le LCSI (pour Livelihoods Coping Strategy Index) se calcule sur 10 à 12 stratégies et permet d'apprécier les mécanismes qu'adoptent les ménages pour faire face au manque d'argent ou de nourriture, des moins sévères aux plus graves. Il ressort donc de cette enquête que la pandémie a amené les ménages à utiliser de nombreuses stratégies d'adaptations négatives. La capacité de survie d'un ménage fait référence à son aptitude à faire face à un choc à un moment donné. Cette capacité est en général déterminée par les revenus et les actifs productifs à disposition du ménage. Le degré d'épuisement des revenus et des actifs d'un ménage donne donc des indications sur l'ampleur des difficultés qu'il éprouve pour subvenir à ses besoins (notamment alimentaires) actuels et probablement futurs.

Les données collectées et le calcul du LCSI ont permis de dresser le graphique ci-contre qui donne une idée de l'ampleur de la gravité de la situation des ménages en termes de sécurité alimentaire. Comme l'on peut le voir, 39,8% des ménages interrogés (barre en rouge) sont en situation d'urgence, c'est-à-dire qu'au cours des 30 derniers jours ayant précédé l'évaluation, ils ont fait recours à au moins une des stratégies d'adaptation suivantes :

- Vente de maison ou champ
- Mendicité
- Vente du dernier animal femelle

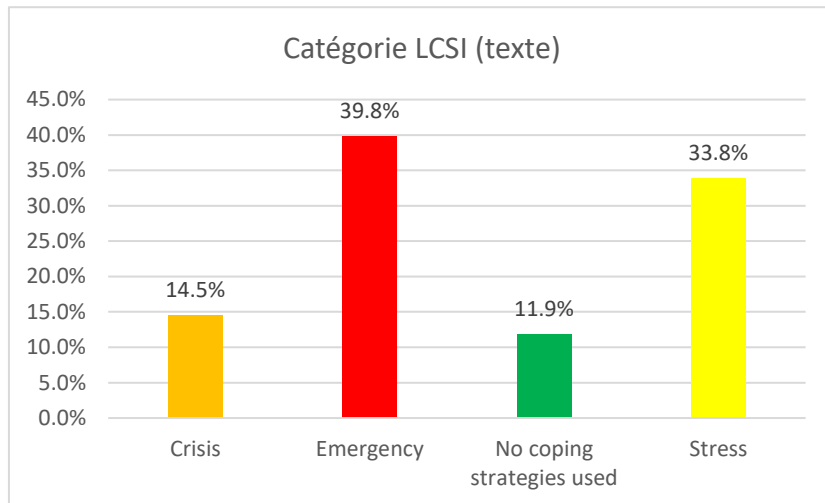


Figure 18: Catégorie LCSI moyen des ménages enquêtés, IRC, Juin-Juillet 2020

Dans la catégorie juste en-dessous, 14,5% des ménages sont en situation alimentaire de « Crise » c'est-à-dire, que ces personnes ont au cours des 30 derniers jours ayant précédé l'enquête fait recours aux mécanismes de survie suivants :

- Vente des actifs productifs ou des moyens de transport (machine à coudre, brouette, vélo, voiture, etc.) ;
- Consommation des stocks de semences à conserver pour la saison suivante
- Retrait des enfants de l'école.

Enfin dans la catégorie la moins sévère se trouvent 33,8% des ménages interrogés, c'est-à-dire ceux qui ont au cours des 30 derniers jours ayant précédé l'enquête fait recours aux stratégies d'adaptation négatives suivantes :

- Biens ménagers / biens vendus (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, etc.)
- Achat de nourriture à crédit ou emprunté
- Économies dépensées
- Argent emprunté

Comme l'on peut le voir sur le graphique ci-après, seuls 11,9% des ménages interrogés n'ont fait recours à aucune de ces stratégies, ce qui montre assez bien la gravité de la situation d'insécurité alimentaire dans laquelle se trouvent ces populations impactées par le Covid 19 tant sur leurs activités économiques, leur revenu que leur alimentation. A titre indicatif, le graphique ci-après donne le taux d'utilisation des différentes stratégies listées plus haut.

Utilisation des stratégies d'adaptation négatives

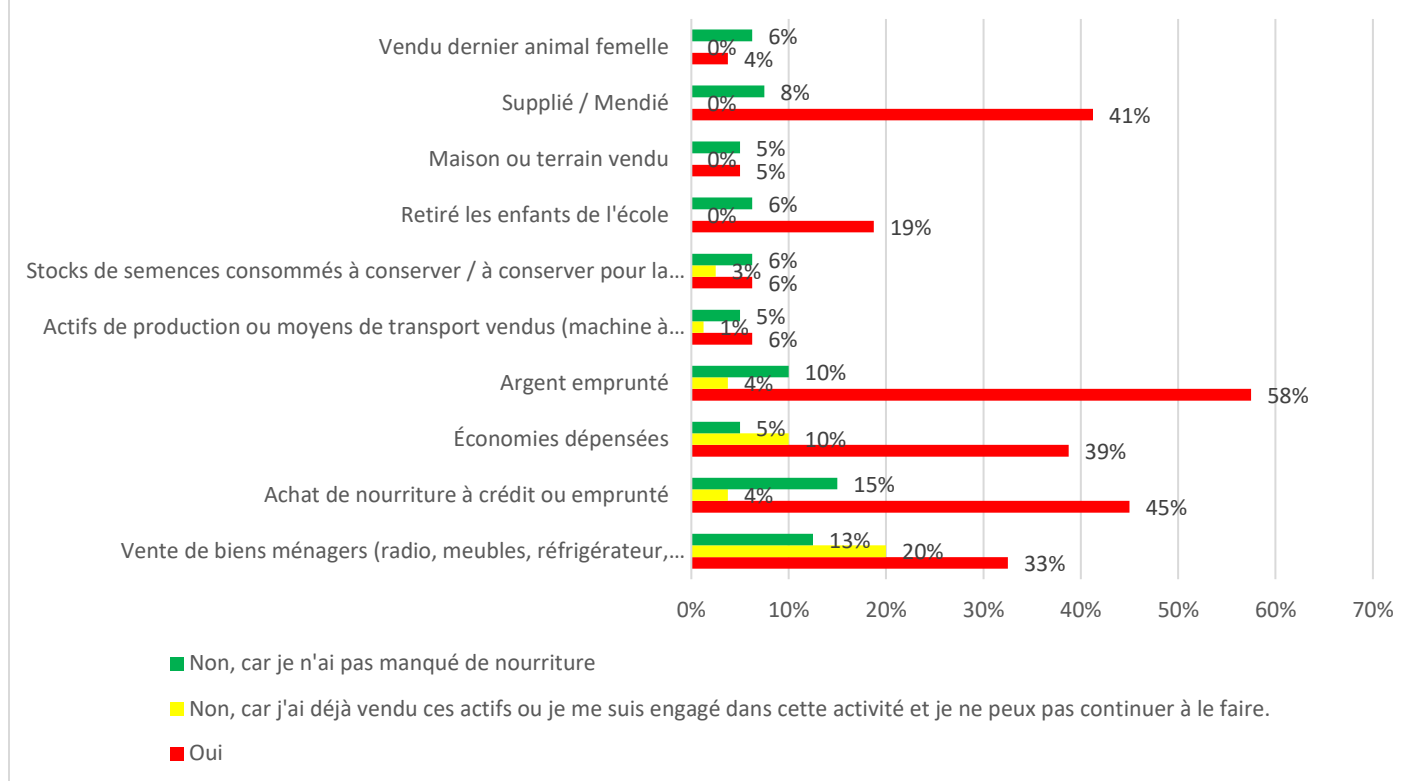


Figure 19 : Utilisation moyenne des stratégies d'adaptation liées aux moyens de subsistance, IRC, Juin-Juillet 2020

VIII. CONCLUSION

Au terme de cette évaluation des impacts du COVID 19 sur la sécurité alimentaires et les moyens d'existence des ménages dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Diamare et Logone et Chari, il ressort ce qui suit :

- Parmi les personnes interviewées, il y a 43% de la communauté hôtes, 38,86% de déplacés internes, 15,4% de réfugiés, 3% de retournés. Il faut noter aussi le 56% des personnes enquêtées n'ont pas été scolarisés dans le système formel,
- De façon générale les mesures barrières prescrites par le Gouvernement sont connues des personnes enquêtées : Lavages fréquents des mains (98%), Port d'un masque facial dans les lieux publics (77%), Couvrir la bouche et le nez en toussant et éternuant (62%), Eviter les contacts physiques avec d'autres personnes (62%).
- La satisfaction des besoins des personnes enquêtées a été impactées par la crise sanitaire, pour cela il ressort que : les personnes incapables de répondre à leur besoin sont 22% pour les besoins alimentaires, 19% pour les besoins en logement, 5% pour les besoins en eau, 17% pour les besoins d'hygiène et 19% pour les besoins d'articles ménagers.

- Ces besoins sont insatisfaits à cause des principaux obstacles suivants : Manque de fond pour accéder aux marches (90%), déplacements / distances rendent difficiles l'accès au marché (47%), insécurité rend difficile l'accès aux marches (47%),
- 80,4% des personnes enquêtées affirment que la pandémie de COVID 19 a affecté de leur ménage à satisfaire les besoins fondamentaux,
 - o Les commerçants ne peuvent pas vendre leur articles, car les pouvoirs publics ont incite la population à rester à la maison et a ne sortir que si c'est nécessaire,
 - o La fermeture des frontières avec les pays voisins a eu de nombreuses conséquences (hausse du prix du carburant, des denrées alimentaires et non alimentaires)
- La principale source de revenu des ménages est : le petit commerce (28%), le travail saisonnier (11%), le travail occasionnel (7%). Notons que les éléments suivants ont affectés la détérioration des revenus : moins de possibilité d'emploi disponible (66%), activités agricoles retardées (52%), moins de clients pour les entreprises (40%). La diminution de 51% des revenus des ménages à cause de la pandémie est significative pour les ménages, et explique le niveau de vulnérabilité dans lequel se trouvent les ménages à l'heure actuelle.
- Les ménages ont contracté des dettes principalement auprès des amis, de la famille et des boutiquiers. Ces dettes ont servi principalement la subsistance (58%), les couts des soins médicaux (31%), l'achat de la nourriture (22%),
- Les principaux indicateurs de sécurité alimentaire présentent ce qui suit :
 - o Pour le Score de Consommation Alimentaire (SCA), les ménages enquêtés présentent 47% Acceptable, 21% Pauvre et 32% Limite. Seulement au niveau du Mayo Tsanaga, 8% seulement des ménages sont au niveau Acceptable, et 58% au niveau Pauvre.
 - o Pour le Score de Diversité Alimentaire de Ménages (SDAM), les ménages enquêtés présentent 13,1% Acceptable, 38% Faible, 49% Limite
 - o Pour la stratégie d'Adaptation Négative, il ressort ce qui suit : Compter sur les aliments moins chers, Portion réduite des repas, Réduction des repas. Les ménages ont principalement recouru à ces stratégies.

IX. RECOMMANDATIONS

Au regard des principaux résultats de l'étude, il ressort que la pandémie du Covid 19 a eu un impact négatif et surtout significatif sur les modes de vies des ménages dans les zones ciblées par l'évaluation en particulier et à l'extrême nord en général :

- Les résultats obtenus de cette évaluation devront permettre de rédiger des propositions de projet afin de mitiger l'impact de cette pandémie sur les populations
- La sécurité alimentaire des ménages étant un aspect clé des interventions des organisations humanitaire, elle devra avoir une place importante dans les futures propositions de projets,
- Les nouveaux projets qui sont en train d'être implantes devront mettre un accent sur les ménages le plus affectés par cette pandémie et ayant un niveau de vulnérabilité élevé.